

LETTRE DE L'ÉDITEUR

France pauvre

« Avant tout, ne pas être pauvre. »

Talleyrand

Les pauvres seraient-ils en transit, de l'Évangile qui en exalte la béatitude, à la vie quotidienne qui en dénonce le flux croissant ? La réponse ne relève pas, pas d'une intuition, mais de la réalité, attestée par un marqueur incontestable, la statistique.

La leçon est sans appel : la pauvreté est au rendez-vous du XXI^{ème} siècle, alors que le progrès balisait le XX^{ème}. Monte à l'horizon, comme le soleil de Satan, une réalité objective: le retour de la pauvreté. Le XX^{ème} semblait avoir réglé le problème, grâce à l'État-providence, pour mieux oublier la pauvreté de masse, représentée, sous l'Ancien Régime, par ces milliers de miséreux arpentant le Royaume dans une longue errance. La pauvreté, même sédentarisée, n'en restera pas moins, au XIX^{ème}, un phénomène de masse, entretenu et renouvelé par l'industrialisation et l'urbanisation. Elle quitte la campagne pour se réfugier dans les villes. C'est le temps des *Misérables* qui peuplent la France pauvre et font le succès d'un habile candidat à l'Élysée, premier du genre, auteur d'un essai fameux et fumeux sur *L'extinction du paupérisme*.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ces bandes de miséreux qui se répandaient comme un essaim d'étourneaux. Il ne s'agit plus de ces milliers de journaliers, en quête de travail éphémère, à condition de présenter un sésame, le livret ouvrier. Il s'agit de 8 millions de Français, plus de 10 % de la population, que les statistiques situent au-dessous du seuil dit *de pauvreté*, soit pour un ménage d'une personne, 900 € par mois. On entre ici dans le monde du besoin qui, à la fois, emprunte et s'éloigne du XIX^{ème} siècle.

Il y a d'abord ceux qui travaillent, mais ne gagnent pas assez pour échapper au besoin. On trouve là les précaires, ceux qui ne travaillent pas toujours à temps complet et ne savent jamais si demain sera comme hier quand ils accomplissent quelques heures de travail. C'est le quart des salariés, avec les intérimaires et autres CDD dont le spécimen accompli est Florence Aubenas, déguisée en femme de ménage. Quelques heures de travail par jour, quelquefois à 5 heures du matin, sans jamais voir l'employeur. On est ici au royaume des soutiers, des termites de l'emploi pour 400/500 € mensuels. Et encore, bien content de les avoir... Vient ensuite la cohorte de ceux qui ne travaillent plus: les chômeurs dont un tiers sous le seuil de pauvreté, sans parler du million de fin de droits. Et une partie des retraités sous le seuil de pauvreté, sans parler des jeunes dont un quart au chômage et 15 % qui arrivent tous les ans sur le marché de l'emploi sans savoir ni lire ni écrire ni compter. Et les pauvres sont majoritairement dans la catégorie des moins de 30 ans. La pauvreté gagne du terrain, mais, au fait, comment la définir ? Est-elle un état passager ou durable, une valeur absolue, relative, un fait de comparaison ? Il y a deux composantes de la pauvreté, l'une matérielle, l'autre psychologique. Sur le plan matériel, c'est la panne de ressources au 10 ou 15 du mois, le nécessaire arbitrage

des dépenses et l'abandon de certaines consommations: chauffage quelques jours de la semaine, alimentation dans les *hard discount*, sédentarité totale.

On ne peut plus joindre les deux bouts, mais il y a plus grave: le sentiment et la réalité du déclassement. On est là dans le paupérisme, corridor de la pauvreté. N'est-ce pas le cas de ce titulaire d'un doctorat d'université, après huit années d'études, candidat à un concours de catégorie B, niveau baccalauréat ? N'est-ce pas le cas de ces propriétaires qui, à l'occasion d'un déménagement, vendent leur appartement ou leur maison pour louer ? Et ces locataires, obsédés pour 60 % d'entre eux par le spectre du *SDF* ? Et ces citadins ou banlieusards auxquels leur banquier conseille d'aller vivre à la campagne où les loyers sont faibles, l'éloignement de tout garanti, la certitude assurée de ne rien dépenser, sauf le temps qui passe et la perte des repères. On est revenu pour quelques millions de Français au système des *ersatz* de la période noire de l'Occupation (1940-45). Il n'y a pas de beurre ? La margarine. Pas de pommes de terre ? Le rutabaga. Pas de carburant ? Le cyclo-pousse.

Reste à savoir pourquoi le paupérisme retrouve des couleurs au XXI^{ème} siècle. Il y a deux ou trois raisons, incontournables, qui vérifient l'état durable de la pauvreté. On est d'abord sorti d'une période où le revenu était le prix du travail et où il y avait du travail pour tout le monde. Il n'y a plus de travail pour tout le monde parce qu'il est moins cher d'importer que de fabriquer. L'Europe n'est plus l'atelier du monde. La rareté de l'emploi est aggravée par la précarité et la faiblesse du revenu attaché aux emplois tertiaires non marchands. Enfin, les systèmes de protection sociale, de moins en moins financés par l'assurance et de plus en plus par l'impôt, ne suffisent plus à la tâche.

Alors, que faire quand les planchers montent et les plafonds descendent ? Il y a les fausses solutions qui aggravent la pauvreté : acceptation passive de la désindustrialisation, multiplication des cataplasmes, sous forme d'emplois publics et de systèmes d'assistance, augmentation des impôts. Si salut il doit y avoir, c'est dans la réunion de conditions-cadres favorables à l'investissement et l'emploi, celles que le social-démocrate Gehrard Schröder, chancelier de son état, a su créer, il y a dix ans pour l'Allemagne. Il a perdu les élections, fait fuir la gauche de son parti, mais sauvé l'industrie allemande et ses entreprises, les seules à fournir de vrais emplois et de vrais salaires pour réduire la pauvreté.

Jacques CHATELAIN,

Fournet-Blancheroche